

Jumelage entre la Tunisie, la France et la Belgique

DOSSIER DE PRESSE

Conférence de lancement du jumelage “Appui institutionnel à la mise en œuvre de la stratégie de modernisation de la fonction publique tunisienne”

- *Vendredi 8 mars 2019, 9h00, Hôtel Mövenpick, Tunis* -

Le présent projet de jumelage est mis en œuvre dans le cadre du Programme d'Appui à l'Accord d'Association et à la Transition - Phase III (P3AT3) convenu entre le Gouvernement tunisien et l'UE pour renforcer le partenariat engagé entre la Tunisie et l'UE et contribuer à la réussite de la transition démocratique et économique.

La modernisation de la fonction publique tunisienne est un objectif prioritaire du Plan national de développement 2016 – 2020. Cette réforme se traduit par la rénovation de la gestion des ressources humaines, afin de répondre aux enjeux de modernisation et de rationalisation de l'emploi public.

Ce jumelage a pour objectif d'apporter aux autorités tunisiennes, représentées par le Comité Général de la Fonction Publique (CGFP), **un appui institutionnel à la mise en œuvre de la stratégie de modernisation de la fonction publique**, plus particulièrement en matière de gestion des ressources humaines.

Les grands objectifs de ce jumelage rejoignent les priorités identifiées par la Tunisie et l'Union européenne dans le cadre du programme de Modernisation de l'Administration Publique tunisienne (MAPU), qui appuie la simplification des processus internes, la modernisation des ressources humaines, et les efforts tunisiens pour maîtriser la masse salariale de l'Etat.



Ce projet est financé par l'Union européenne



Les points-clés du projet

- Le **Comité Général de la Fonction publique (CGFP)**, rattaché au Ministre de la Fonction publique, de la Modernisation de l'administration et des Politiques publiques, est le bénéficiaire principal de ce projet de jumelage.

Ce Comité réunit les grands acteurs responsables de la définition et de la mise en œuvre de la politique de gestion des ressources humaines (GRH) de l'Etat, à savoir :

- La Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique (DGAFP) ;
- Le Bureau de l'Organisation des Services Publics (BOSP) ;
- La Direction Générale de la Formation et du Perfectionnement (DGFP).

Par-delà le périmètre du CGFP stricto sensu, **d'autres structures publiques** participent directement à la gestion des ressources humaines de la fonction publique, à savoir :

- La Direction Générale de la Rémunération Publique (DGRP) du ministère des Finances ;
- Le Centre national informatique (CNI) qui gère la carrière et le système de paie des agents de la fonction publique ;
- Les services en charge de la gestion de ressources humaines (GRH) de la fonction publique, notamment les Directions des affaires administratives et DRH au sein des Ministères.

- Les **partenaires européens** du jumelage sont la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique (DGAFP) - appuyé par l'École Nationale d'Administration (ENA) - représentant la **France** comme partenaire Senior, et le Service Public Fédéral Stratégie et Appui (BOSA), représentant la **Belgique**, comme partenaire Junior, tous deux chargés de la fonction publique dans leur pays respectif. Le jumelage est coordonné par la DGAFP française.

Ce binôme, riche d'une coopération s'inscrivant dans le cadre des échanges du Réseau européen des administrations publiques (EUPAN), se complète pour mettre en œuvre de façon opérationnelle l'ensemble des composantes du projet.

- Un **Contrat de jumelage** a été signé entre les autorités européennes, françaises et tunisiennes pour une durée de 36 mois, sur la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2021. Le budget du jumelage est de **1,5 M€**.

- Des **Chefs de projet** représentant les trois partenaires (Tunisie, France, Belgique) ont été désignés pour assurer le pilotage et la coordination générale du jumelage. Un **Conseiller de jumelage**, provenant de l'administration française, est détaché auprès du CGFP pendant toute la durée du projet, pour la mise en œuvre et les tâches organisationnelles. Le Conseiller coordonne les activités du projet.
- Un **Comité de pilotage** du projet se réunit tous les trimestres. Le comité de pilotage du projet est composé des Chefs de projet, du Conseiller de jumelage et de son Homologue tunisien (DGAFP), des représentants de la Délégation de l'UE en Tunisie et de l'UGP3A (L'Unité de Gestion du Programme d'Appui à l'Accord d'Association et au Plan d'Action Voisinage, chargée de la coordination et de la mise en œuvre des appuis institutionnels). Le comité de pilotage du projet planifie les activités et aborde les questions stratégiques, telles que la coordination des activités du projet, le suivi de sa mise en œuvre et la réalisation des résultats attendus.
- Un suivi mensuel de la mise en œuvre du projet est assuré par un **Comité technique** qui rassemble le chef de projet tunisien, le conseiller de jumelage, l'homologue du conseiller, la Délégation de l'UE et l'UGP3A.
- En tant qu'organisme mandaté par la Commission européenne pour la gestion des Jumelages, **l'ENA** (France) gère directement le budget du projet et mobilise également des experts pour des activités de formation. Elle remplit cette mission sous la responsabilité du Chef de projet de l'État membre Senior (France).

Les composantes du jumelage

Le projet déploie ses activités dans quatre grandes directions (« les quatre composantes ») :

Composante A - Renforcer les capacités des services en charge de la gestion des ressources humaines (RH)

- Structurer et professionnaliser la fonction Ressources humaines (RH).
- Renforcer la capacité des services RH à agir en soutien aux projets de réforme conduits par les directions métiers.
- Préparer les cadres à la conduite du changement, promouvoir un dialogue social constructif et associer les agents aux projets de réforme, entreprise collective.

Composante B - Appuyer la mise en place de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) dans l'Administration tunisienne

- Développement d'une méthodologie et diffusion d'une boîte à outils de GPEC.
- Développement d'une approche de la GPEC centrée sur la gestion des métiers et des compétences.
- Appui au passage d'une démarche de GPEC à un plan de gestion prévisionnelle des RH.

Composante C - Faciliter la mobilité des fonctionnaires

- Analyse des obstacles à la mobilité et propositions de révision du cadre juridique.
- Examen des statuts particuliers et de leurs régimes indemnitaires.
- Mise en place de dispositifs d'accompagnement de la mobilité des fonctionnaires, en interne et hors de l'administration.

Composante D - Accompagner la Tunisie dans la mise en place des mécanismes et outils permettant une gestion maîtrisée de la masse salariale de l'Etat

- Enjeux et stratégies de maîtrise de la masse salariale.
- Support à la décision sur l'évolution de la masse salariale.
- Moderniser le cadre légal et réglementaire qui organise la rémunération du personnel public de l'État tunisien.

Des activités diversifiées

Pour atteindre les objectifs du projet, deux types d'activités sont prévus :

- Des **missions d'experts court-terme en Tunisie**. Chaque mission est animée par un ou plusieurs fonctionnaires venant de France ou de Belgique et dure généralement 3 jours. Environ **70 experts** sont appelés à intervenir dans le cadre du jumelage. Près de **600 jours d'expertise** sont prévus sur la durée du projet (1er janvier 2019 - 31 décembre 2021).
 - Des programmes de formation : activités de formation non intensives ou semi-intensives, comprenant plusieurs modules sur des questions spécifiques, impliquant généralement des formateurs variés et des méthodes pédagogiques mixtes, pour un groupe cible hétérogène.
 - Les séminaires : activités intensives de formation à court terme axées sur des questions spécifiques et qui font appel à une contribution active des participants. La nature ciblée de ce format de formation exige un groupe relativement homogène de participants et implique généralement l'utilisation d'outils interactifs et participatifs.

- Les ateliers de travail ont la même configuration que les séminaires mais mettent l'accent sur la dimension pratique, en utilisant davantage d'activités concrètes basées sur des expériences de terrain et des mises en situations concrètes.
 - D'autres activités à caractère informatif, telles que des conférences et débats pourront être programmées dans le cadre du projet.
- La DGAFP et l'ENA (France) et le SPF BOSA (Belgique) recevront leurs homologues tunisiens au sein de leurs administrations et dans d'autres institutions de la fonction publique. Ils organisent, selon les besoins identifiés, des **visites d'étude** sur des thématiques relatives au jumelage.

Ces missions, en France ou en Belgique, ont pour but de favoriser l'échange de bonnes pratiques et permettent à des praticiens, français et belges, de l'action publique de rencontrer leurs homologues tunisiens afin d'échanger réflexions, expériences et savoir-faire.

L'ensemble de ces activités permettra à la Tunisie de profiter de l'expérience de deux Etats membres de l'Union européenne, eux-mêmes confrontés à des défis équivalents, pour tracer et mettre en œuvre son propre chemin de modernisation de la Fonction publique, en ligne avec la lettre de la Constitution tunisienne de 2014.

Les jumelages s'inscrivent dans la politique de voisinage de l'UE

Les jumelages institutionnels sont **financés par l'UE**. Ils sont l'un des outils de la **Politique européenne de voisinage** (PEV) pour renforcer les relations entre l'Union européenne et ses voisins et à accompagner les pays bénéficiaires à mettre en place des administrations plus modernes et plus efficaces, en ligne avec l'acquis communautaire et les bonnes pratiques.

La PEV de l'UE vise à rapprocher l'Europe de ses voisins, dans leur intérêt mutuel. Elle a été lancée en 2004 dans le but d'aider l'UE à soutenir et favoriser la stabilité, la sécurité et la prospérité dans son voisinage direct.

Le concept essentiel de la PEV est d'aller au-delà des accords commerciaux et de coopération en construisant un véritable **partenariat privilégié** pour partager des valeurs et des politiques communes, sur la base de l'acquis de l'UE.

Sous l'autorité de la **Délégation de l'UE et du Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale**, une Unité de Gestion du Programme d'Appui à l'Accord d'Association et au Plan d'Action Voisinage (**UGP3AT**) est chargée de la coordination de la mise en œuvre des jumelages.

Un jumelage institutionnel est un partenariat technique entre des administrations des États Membres de l'Union européenne (UE) d'une part, et des institutions de pays de la zone de la politique européenne de voisinage (ou de pays candidats à l'adhésion à l'UE).

Il s'agit d'un outil de renforcement de capacités des institutions des pays partenaires, d'appui à la mise en œuvre de réformes administratives et de formation des agents publics.

C'est un instrument qui promeut l'échange de bonnes pratiques entre pairs (fonctionnaires de différents pays) et le partage de méthodologies et outils qui ont fait leurs preuves dans des administrations d'États membres de l'UE.

Le jumelage permet en outre de bâtir des relations étroites et durables et de renforcer la compréhension réciproque entre des administrations dont le positionnement institutionnel est similaire.

L'instrument de jumelage a bénéficié à de très nombreuses administrations tunisiennes **depuis 2005** (plus de **55 jumelages institutionnels** ont été mis en œuvre) ; le bilan de cet accompagnement est considéré comme positif.